

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 27 (1990)
Heft: 1021

Artikel: Migrations : le prix de notre développement
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020612>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le prix de notre développement

(j) Les migrations du tiers monde vers les pays industrialisés ont d'abord touché le nord et l'ouest européens; puis les pays méditerranéens, terre traditionnelle d'émigration, ont à leur tour connu une vague d'immigration, en grande partie illégale. Aujourd'hui, sous l'action conjuguée de l'effondrement des régimes communistes et de la situation économique désastreuse qu'ils laissent en héritage, on peut s'attendre, selon toute vraisemblance, à un afflux de ressortissants de ces pays.

Face à ces phénomènes d'ampleur planétaire, l'Europe se met à trembler. Dans les populations, la crainte de l'étranger est sensible et les partis politiques qui jouent sur le sentiment xénophobe ont souvent le vent en poupe. Et l'on peut observer une belle concordance des réactions dans tous les pays du Vieux Continent, quels que soient leur taux de chômage, leur situation économique et la proportion d'étrangers sur leurs territoires: contrôles renforcés aux frontières avec engagement effectif ou évoqué de l'armée, accélération de la procédure d'asile et prompt renvoi des requérants éconduits. Certes des intellectuels, certains milieux au sein des Eglises et une partie de la gauche préconisent une attitude plus libérale face à l'immigration; mais ils ne donnent pas le ton de la politique officielle.

Ces deux options — fermeture/ouverture — prennent appui sur le même postulat de la maîtrise possible des phénomènes migratoires par la seule gestion des frontières. Ouvrir ou fermer les portes dépendrait de la seule volonté des Etats. Options illusoire qui ne tiennent pas compte de l'ampleur des migrations à venir et de leurs causes profondes. Dans un remarquable exposé devant l'Institut de recherche sur la politique internationale (reproduit par l'hebdomadaire *Die Weltwoche* du 22 novembre 1990), le sociologue zurichois Hoffmann-Novotny a rappelé les mécanismes migratoires et la responsabilité du monde développé.

L'Occident schizophrène

Hoffmann-Novotny part d'un constat démographique simple. Cette année la population mondiale a atteint 5,3 milliards d'individus; en 2000 nous serons

6,25 milliards et la stabilisation est attendue pour dans un siècle à 10 milliards, voire même à 14 milliards. Cette explosion démographique — sous réserve de famines catastrophiques ou d'une dramatique extension du sida — touche presque exclusivement l'Afrique et l'Asie du sud, alors que les pays riches connaissent une dépopulation. Même si l'on imagine que des mesures adéquates peuvent conduire à une stabilisation de la population du tiers monde, la croissance démographique n'en sera pas moins impressionnante dans l'intervalle: si l'Inde parvient à stabiliser sa population en 2040, elle comptera alors 2 milliards d'habitants.

Face à cette situation, l'Occident fait figure de schizophrène. La doctrine libérale dont il préconise l'application universelle — l'Etat démocratique et l'économie de marché — postule la libre circulation des personnes et non seulement des biens et des capitaux. Il y a peu encore nous soumettions l'Union soviétique à des sanctions économiques parce qu'elle ne garantissait pas la libre circulation de ses ressortissants. Par ailleurs cette liberté de déplacement des individus ne pourra sortir que renforcée du processus d'institutionnalisation politique de la société mondiale.

Les migrations actuelles et à venir ne sont que le reflet de l'incapacité du système international d'attaquer à la racine les inégalités au sein de la société mondiale. Mais elles ne constituent en rien une solution à ces inégalités — même si elles offrent de meilleures chances à celles et à ceux qui réussissent à émigrer — pas plus qu'elles ne représentent un modèle de développement adéquat.

Ainsi l'Occident se trouve pris au piège

de ses propres valeurs, dans la mesure où elles fonctionnent comme un aimant d'autant plus puissant qu'elles sont loin d'être partout concrétisées — la justice sociale notamment.

L'Europe de 1993 et l'Espace économique illustrent a contrario le fait qu'une intégration culturelle suffisante et une homogénéité économique relative suppriment les causes mêmes des migrations: l'ouverture des frontières en 1993 ne provoquera, selon toutes les estimations, que de faibles déplacements de populations.

Par contre, lorsque l'intégration culturelle est avancée mais que le fossé économique est grand, les conditions d'une migration importante sont réunies. C'est la situation qui prévaut actuellement dans l'Europe débarrassée du rideau de fer.

Illusions

Revenons aux migrations intercontinentales. Seul un ralentissement de la croissance démographique pourrait les maintenir dans des proportions acceptables, une condition qui n'est pas réalisable à court et même à moyen terme. Hoffmann-Novotny pense que le recul des valeurs occidentales serait efficace, à l'image de ce qu'a entrepris l'Iran: découpler le modèle de développement de la culture occidentale. Le succès de l'intégrisme islamique est incontestable mais il est difficile d'évaluer ses possibilités de subsister dans la durée. Reste enfin l'idéologie du développement dont se nourrit l'aide au tiers monde depuis plusieurs décennies: en se rapprochant du niveau de vie des pays riches, les ressortissants africains et asiatiques ne seront plus tentés par l'eldorado européen. Illusion toujours: dans une première phase, ce rapprochement ne ferait qu'accélérer le mouvement migratoire puisque de plus larges couches du tiers monde seraient alors soumises à l'influence des valeurs occidentales sans pour autant jouir des mêmes avantages matériels. Seul un développement économique significatif, qui offrirait aux masses du tiers monde un standard de vie proche de celui de l'Occident, tarirait effectivement les migrations.

Illusion toujours. Ce modèle de développement conduit droit à l'impasse car, nous le savons, l'extension de notre mode de vie à sept, huit, dix, voire quatorze milliards d'individus est écologiquement impensable. Voilà le dilemme: la diffu-

Adieu l'artiste

(fg) Le rideau est tombé avant même le début de la pièce, il n'y aura pas de rénovation de l'enseignement gymnasial vaudois dès 1991. C'est en 1987 que le Département de l'instruction publique (DIP) a lancé un processus de réflexion sur la réorganisation du degré secondaire supérieur vaudois. Dès le départ, des maîtres nombreux et convaincus y sont investi leur temps, au sein de leur établissement ou dans leur société professionnelle, l'Association vaudoise des maîtres de gymnase (AVMG), qui regroupe près de la moitié d'entre eux, et qui vient de réagir à la décision négative du DIP avec une vigueur révélatrice de sa déception.

Les résultats d'un large questionnaire mis sur pied par l'AVMG et adressé à tous les enseignants du secondaire supérieur (été 1988) ont permis de dégager trois propositions pédagogiques largement consensuelles: diminution de la trop lourde dotation horaire des élèves; introduction d'options en dernière année, permettant aux élèves de (ré)orienter leurs études à un moment où ils discernent mieux leurs intérêts personnels; création d'une maturité artistique.

Que reste-t-il de ces propositions après leur passage par le laminoir départemental? Pas grand-chose.

Seule la première demande a connu un début de concrétisation, insuffisant: on passe de 102 ou 99 périodes hebdomadaires (selon les sections) à 98 ou 96

sion planétaire des valeurs démocratiques et de l'économie de marché conduisent les populations déshéritées du globe à revendiquer le droit de nous ressembler. En émigrant vers les contrées les plus favorisées ou en poursuivant un développement économique forcené. A moins que nous ne prenions conscience que le comblement du fossé d'inégalité et d'injustice qui nous sépare du tiers monde ne peut se réaliser que par un rapprochement mutuel: développement équilibré d'un côté, réduction importante de notre prétention à un usage effréné des ressources de la planète de l'autre. La juste répartition des biens, tel est le défi majeur de la société mondiale aujourd'hui et demain. Hoffmann-Notvny ne se fait guère d'illusion sur notre capacité à imaginer et à accepter ce nouveau modèle de développement. En attendant il faudra bien s'accommoder d'un phénomène migratoire à grande échelle. ■

périodes (chiffre calculé sur l'ensemble des trois ans de gymnase).

Quant aux options souhaitées en troisième année elles ont purement et simplement passé à la trappe, le DIP ayant donné une interprétation exclusivement négative de la consultation des maîtres. Restait la création d'une maturité artistique. Elle devait donner la possibilité à certains élèves, choisis sur la base d'entretiens et de dossiers personnels,

«Nous affirmons ici notre volonté de conserver cette attitude ouverte à un monde en rapide évolution, tout en maintenant nos racines classiques, fondement de notre civilisation, par lesquelles une sève chargée d'humanisme permettra aux forces nouvelles de s'épanouir.»

Pierre Cevey, conseiller d'Etat, chef du Département de l'instruction publique et des cultes. Candidat malchanceux au grand prix du maire de Champagnac 1990.

d'abandonner pendant les deux dernières années du gymnase une branche du programme (à l'exclusion des disciplines essentielles) au profit d'un enseignement pratique et théorique de six heures hebdomadaires de musique ou dans le domaine des arts plastiques. Projet modeste, ne nécessitant ni gros investissements financiers ni réorganisation administrative compliquée. Les maîtres ont quasi unanimement approuvé la création de cette maturité artistique au printemps 1989.

Or le DIP, qui, en mai de cette année encore, justifiait la diminution de la dotation du dessin et de la musique dans

les nouvelles grilles horaire en déclarant: *la part réservée au dessin et à la musique est très faible — mais cela est compensé par les choix offerts aux élèves attirés et motivés par la pratique d'un art: baccalauréat avec mention artistique, classes pour artistes et sportifs d'élite, cours facultatifs*, enterre six mois plus tard cette maturité artistique, sans aucune consultation des directeurs ni de la commission qui avait mis sur pied le projet, et en invoquant des arguments pour le moins légers:

– la création de quatre à six postes supplémentaires est jugée insupportable pour le budget de l'Etat;

– l'annonce d'une modification de l'Ordonnance fédérale de maturité (ORM) dans les prochaines années rendrait le projet vaudois caduc.

Quand on sait que, depuis sa création, l'ORM n'a pas cessé d'être en révision et que dans certains domaines (durée des études en particulier) le canton de Vaud n'a pas respecté cette ordonnance pendant environ quinze ans, on mesure le bien-fondé d'un tel argument.

Au-delà des faibles raisons invoquées c'est la vue courte du Département vaudois de l'instruction publique qui frappe. Tous les discours officiels, quand ils veulent plaire à la galerie (sans parler de ceux de Pierre Cevey, chef du DIP, lorsqu'il remet très médiatiquement les prix de la fondation artistique qu'il a contribué à créer), insistent sur la nécessaire dimension artistique de toute formation. Mais quand il s'agit de passer aux actes, on ne voit rien venir.

Plus sérieusement, on entend régulièrement des chefs d'entreprise (voir les récentes déclarations du patron de Valtronic, M. Rochat, à une journée d'études du parti libéral) demander que l'enseignement développe et valorise la créativité des étudiants, indispensable à toute activité professionnelle compétitive.

La seule réponse des autorités scolaires vaudoises à ces préoccupations pédagogiques est de proposer aux élèves qui tiennent à faire une maturité artistique d'aller suivre des études gymnasiales à Genève. Solution insatisfaisante, parce que discriminatoire (quels parents peuvent assumer les frais élevés liés à ce choix?), aléatoire (Genève l'assure à bien plaisir, dans la limite des places disponibles) et coûteuse aussi pour les finances cantonales (le canton devant payer le prix de revient des formations qu'il n'assure pas sur son propre territoire). ■